

Collectivités territoriales et citoyens en première ligne face aux défis des changements climatiques

Le 26 avril, dans le cadre du Forum mondial de la démocratie (FMD), le Congrès des pouvoirs locaux et régionaux a organisé le webinaire Parlons local : les villes et les citoyens dans la lutte contre le changement climatique. Elus et représentants d'initiatives citoyennes ont souligné la nécessité pour les villes de coopérer et forger des alliances : avec les citoyens, en promouvant la co-décision et la participation citoyenne et avec d'autres collectivités et instances internationales pour une action commune.

Les municipalités et les citoyens sont les premiers à faire face aux bouleversements provoqués par le changement climatique. C'est pourquoi, le Congrès a inscrit les politiques de lutte contre le réchauffement climatique dans ses priorités pour la période 2021-2026, a souligné son président Leendert Verbeek, en insistant sur le principe de subsidiarité en matière de développement durable : c'est aux municipalités de proposer des politiques vertes innovantes, proche des citoyens, sans laisser de côté la lutte contre l'exclusion sociale.

En ce sens, la maire de Strasbourg Jeanne Barseghian a rappelé que la transition écologique nécessite une transition économique et démocratique afin d'éviter diverses formes de discriminations sociales et politiques, craintes par les citoyens. En déclarant l'urgence climatique dès juillet 2020, la ville de Strasbourg s'engage à prendre en compte l'impact écologique lors de toute décision impliquant la municipalité. Une Alliance pour le climat, ouverte à tous les citoyens, a invité les acteurs économiques locaux à signer un pacte d'économie durable qui engage des investissements publics et privés conséquents en faveur de l'économie verte. Comme l'a rappelé Julia Dumay, conseillère municipale de Strasbourg et membre du Congrès, France (SOC/V/DP), actuellement la ville a mis en place un Forum écologique en ligne faisant circuler dans les quartiers un autobus dont l'objectif est de sensibiliser la population, mais aussi de recueillir les avis de tous sur la question climatique.

La mobilisation de toutes les parties prenantes au niveau local et régional, y compris la société civile, apparaît donc comme une des clés de succès en la matière. Le modérateur du premier panel de discussion, Gerhard Ermischer, vice-président du Comité de la démocratie, de la cohésion sociale et des défis mondiaux de la Conférence des ONG internationales du Conseil de l'Europe, a mis l'accent sur le fait que les gouvernements régionaux et locaux à eux seuls ne pourront surmonter cette crise. C'est pourquoi, il a assuré, le soutien de la société civile devenant indispensable, comme le montrent aussi les exemples dans cet événement.

Jérôme Lhote, animateur du dispositif « Le mandat du climat » a souligné que, au-delà de l'implication des citoyens, la sensibilisation des décideurs est un enjeu clé dans la mise en œuvre des propositions. Cet atelier, proposé par l'association La fresque du climat, vise à approfondir les connaissances des élus locaux, qui n'ont souvent pas saisi l'ampleur et la gravité de la crise climatique. Le but est de faire en sorte qu'ils comprennent les leviers des territoires dans des domaines tels que le bâtiment, le transport ou l'alimentation, et qu'ils agissent en conséquence.

Saara Ilvessalo, conseillère municipale de Turku et membre du Congrès, Finlande (SOC/V/DP) a partagé l'expérience de sa municipalité, qui a mis en place des politiques vertes plus ambitieuses que celles proposées au niveau national, montrant clairement que pour réussir en matière de développement durable il est nécessaire d'y associer des partenaires de divers milieux sociaux-économiques : entreprises, universités, associations de jeunes et simples citoyens, tous étant des potentiels « agents du climat ».

Au Royaume-Uni, la mise en place d'un jury citoyen pour le climat par la municipalité de Leeds, à travers un processus de recrutement aléatoire, a permis d'y représenter les intérêts divers de la population. D'après Siobhan Leese, membre du jury en question, les douze recommandations du jury ont déjà trouvé leur place dans les priorités des pouvoirs municipaux visant à réduire l'impact carbone de la ville de 50% d'ici 2025.

Evoquée à la fois par Mohamed Daoudi (maire de Guesser au Maroc), mais aussi par deux délégués jeunes du Congrès, la question du « financement durable » des initiatives de lutte contre le réchauffement climatique a pris une place importante au débat. Saara Ilvessalo a mentionné la possibilité des jeunes de Turku de financer leurs initiatives vertes à travers la participation au Parlement municipal des jeunes et au Forum climat dédié à la jeunesse, sans oublier différentes lignes de financement proposées par l'Union européenne.

Néanmoins, beaucoup de municipalités n'ont pas la même facilité d'accès aux financements, d'où la difficulté récurrente de faire appliquer certaines décisions formulées au niveau national ou international. Même des municipalités importantes comme Athènes, doivent mobiliser des ressources importantes pour lutter contre la précarité dans le contexte de la transition verte. La précarité énergétique, affirme la conseillère régionale d'Attica et membre du Congrès, Eirini Dourou (Grèce, SOC/V/DP), est un des défis majeurs qui appellent à la négociation d'un nouveau modèle économique et démocratique.

- [Participation du Congrès à la campagne « 12 mois, 1 question » du WFD \(coe.int\)](#)
- [Programme de la table ronde du 26 avril 2021](#)
- [Brochure de la table ronde du 26 avril 2021](#)

Congrès des pouvoirs locaux et régionaux

Unité de communication institutionnelle

Tel: +33 (0)3 90 21 48 95 - www.coe.int/congress